



Position commune des membres de l'OIDP concernant les discussions sur le programme de développement post-2015

L'importance de la participation citoyenne et de l'élan démocratique dans le cadre de développement post-2015

Les membres de l'OIDP félicitent la société civile et les organismes internationaux des discussions entreprises sur les objectifs de développement, que ce soit concernant la forme ou le fond des débats. Désireux de contribuer à perfectionner ce cadre et d'inclure le point de vue de l'OIDP, dont l'objectif est la diffusion de la démocratie participative, entendue comme l'implication des citoyens dans la gouvernabilité, en récupérant la confiance de ceux-ci en les institutions démocratiques et en leurs représentants politiques, nous faisons les réflexions suivantes :

- **La démocratie participative**

La participation citoyenne est l'un des piliers fondamentaux de la démocratie. En effet, les expériences participatives ont pour habitude d'obtenir des résultats très positifs en ce qui concerne les niveaux de légitimation et de satisfaction démocratiques. La participation citoyenne peut être directe de la part des citoyens ou mixte, par le biais d'intermédiaires comme par exemple les associations ou d'autres organismes.

La démocratie participative offre aux citoyens la possibilité de participer, que ce soit en donnant leur opinion, en délibérant ou en votant les décisions qui touchent leur vie quotidienne. Cela permet de donner priorité aux besoins essentiels des citoyens.

Le fait que l'ensemble de la société se voit impliquée dans la prise de décisions est indispensable au développement social, économique et environnemental. Un monde durable est possible s'il existe une prise de conscience parmi les individus qui forment les entreprises, le secteur public et la société civile. La collaboration entre les différents secteurs entraîne un renforcement du tissu social nécessaire afin de parvenir à un climat de bien-être au sein de la vie publique.

Par conséquent, **la démocratie représentative n'est pas suffisante, mais elle doit être complétée par la participation citoyenne.** Les citoyens sont les mieux placés pour savoir quels sont leurs préoccupations et leurs intérêts. Ils doivent donc pouvoir influencer le gouvernement et même co-décider en fonction de leurs intérêts et des visions de la communauté. Le manque de participation citoyenne favorise la prévalence des intérêts des minorités les plus puissantes.



- **Transparence et participation**

Selon nous, la transparence et la participation sont deux concepts indissociables. Si les gouvernements ne sont pas transparents, ne partagent pas les données et les informations relatives à la gestion publique, la participation n'a aucun sens, étant donné que les citoyens ne peuvent pas donner leur opinion et participer en connaissance de cause.

D'autre part, l'ouverture de données et la transparence ne représentent que peu d'intérêt en elles-mêmes, si elles ne vont pas de pair avec la capacité des citoyens à pouvoir avoir une incidence sur la prise de décisions, de politiques pouvant modifier et améliorer la réalité existante.

Nous misons donc sur la transparence et l'ouverture des données par les pouvoirs publics afin de pouvoir offrir une participation citoyenne réellement efficace, et que les deux domaines (transparence et participation) se coordonnent de manière transversale dans les différents domaines de gouvernance.

- **Décentralisation au niveau local**

C'est à l'échelle locale que les défis de développement sont détectés. Sa proximité avec les citoyens fait que ses réponses s'adaptent le mieux aux besoins et aux problèmes de la population. Il est donc important que les organismes internationaux et les agences de coopération aident à mettre en œuvre un processus de décentralisation politique dans le domaine du développement. La capacité de dialogue de toutes les parties impliquées au sein des gouvernements locaux n'est pas présente au sein des gouvernements centraux.

En matière de politiques de développement, la proximité est fondamentale, étant donné qu'il est nécessaire d'effectuer un suivi exhaustif des objectifs et de leur portée. Des objectifs qui diffèrent en fonction du territoire dont il s'agit, question pour laquelle l'autonomie locale en matière de développement est un sujet à traiter. Néanmoins, il faut éviter que le processus de décentralisation n'implique une bureaucratisation plus importante, l'objectif étant que l'aide – et non l'intervention – des organismes internationaux et des agences de coopération entraîne une certaine souplesse et une amélioration.

- **Communication et intériorisation**

Il est nécessaire d'informer correctement la population de tous les mécanismes de participation et de leur manière de fonctionner. Une ville peut posséder des mécanismes et pratiques participatives ambitieux, mais si ceux-ci sont méconnus des citoyens, ces derniers ne les utiliseront pas, et ils perdront donc en efficacité. Par conséquent, nous croyons que l'information,



l'éducation et la sensibilisation auprès de la population concernant les mécanismes de participation politique sont très importantes, et décisives pour le succès des processus de participation.

Quant au mot « intériorisation », nous faisons référence au besoin que les responsables politiques et fonctionnaires des gouvernements assimilent la participation et misent dessus en tant que moyen d'amélioration de la gouvernance et non comme une concurrence ou un défi à leur pouvoir.

- **L'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC)**

Le changement social et politique qu'entraînent les nouvelles technologies de la communication telles qu'Internet, les téléphones intelligents (*smartphones*) et toutes les applications liées ne doivent pas faire oublier les objectifs de développement et peuvent constituer un outil très intéressant pour les processus de participation. Par le biais de ces technologies, on peut partager des informations plus facilement (*open data*), mieux communiquer et lancer des débats qui évitent des déplacements ou une infinité de réunions qui pourraient entraver les processus de participation.

Dans ce domaine, il nous reste encore beaucoup à étudier et à entreprendre, afin d'obtenir de meilleurs résultats.

- **Le rôle des budgets participatifs**

Les budgets participatifs permettent de connaître les priorités de la population, tout en augmentant la participation et la conscience citoyenne. Il s'agit d'un outil grâce auquel il est possible de garantir la transparence, la co-responsabilité, la cohérence, l'efficacité et l'efficacité au niveau de la gestion des ressources publiques.

Les budgets participatifs peuvent être considérés comme un processus pédagogique permettant d'obtenir de plus grandes participations citoyennes à l'avenir, en vue de créer des gouvernements au sein desquels il existerait des espaces de coopération entre citoyens, organisations de la société civile et gouvernements, de sorte que les questions les plus importantes seraient négociables.

Néanmoins, le budget participatif n'est pas un processus facile à mettre en œuvre dans un quelconque contexte. Il est même parfois conseillé que des experts y participent afin d'en vérifier la bonne mise en œuvre.



- **Évaluation**

Comme toute politique publique, les politiques de participation citoyenne doivent être évaluées correctement et régulièrement afin de pouvoir détecter les manques et les erreurs dans leur mise en œuvre et d'améliorer leur efficacité.

Nous recommandons une évaluation des pratiques participatives, afin d'obtenir en outre un plus grand impact sur le développement social, économique et environnemental des communautés.

En raison de tout ce qui a été dit précédemment, depuis l'OIDP nous proposons de refléter le besoin de soutenir **l'autonomie des gouvernements locaux** par le biais de processus de décentralisation effective, en outre du besoin que ces gouvernements locaux s'ouvrent à la **gouvernance de leurs citoyens**. Par conséquent, depuis des instances internationales et nationales, il faut promouvoir la participation citoyenne au moyen de la législation, la répartition des ressources, la formation de professionnels et l'appui politique.

Nous proposons également que tous les projets de coopération au développement comprennent toujours des processus de **délibération et de co-décision** avec les populations concernées, afin que le projet implique une autonomisation des citoyens doublée d'une amélioration de leurs conditions matérielles de vie.

Idées intéressantes :

- La démocratie locale doit inclure des éléments de démocratie participative.
- Les citoyens sont les mieux placés pour détecter leurs propres besoins essentiels.
- Par conséquent, une participation du bas vers le haut (*bottom up*) constitue une bonne stratégie afin d'obtenir le développement économique et social.
- Pour que les citoyens puissent participer, ils ont besoin de posséder des informations et avoir accès aux données essentielles de leur communauté.
- Les gouvernements locaux sont les plus proches des citoyens. Par conséquent, une décentralisation de pouvoir politique et de ressources financières doit être entreprise jusqu'à ce niveau de pouvoir.



- En outre de diffuser et de communiquer les processus de participation parmi la population afin que ceux-ci aient du succès, il est fondamental que les hommes politiques et les fonctionnaires croient en ces politiques.
- La participation citoyenne n'est pas qu'un moyen pour améliorer la gouvernance, mais est également une fin en soi, puisqu'elle améliore la qualité démocratique.